

Le soutien de l'UNESCO au colloque

*Christine VON FURSTENBERG**

Excellences,
Chers Collègues et Professeurs,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec un vif plaisir que je prends aujourd'hui la parole à l'ouverture de ce colloque international qui marque la formalisation des liens avec nos aimables hôtes et partenaires du CRASC d'Oran.

Le partenariat entre l'UNESCO, la Chaire UNESCO de l'Université de Bordeaux 3 qui dispense la formation de professionnels du développement durable et les différents membres du réseau de la Chaire a maintenant trois ans. Cette collaboration qui a des perspectives durables, est en plein essor. J'espère en effet que le séminaire « Les acteurs de développement local durable dans le contexte algérien » marquera une nouvelle étape de ce partenariat. L'initiative de ce colloque s'inscrit dans le programme UNITWIN/Chaires UNESCO, un programme de solidarité académique Nord-Sud et Sud-Sud que l'UNESCO a lancé dès l'année 1992 et dont nous avons célébré le 10^e anniversaire en novembre dernier, lors d'un Forum mondial rassemblant les représentants de centaines de Chaires UNESCO à travers le monde. Les réseaux des Chaires UNESCO travaillant dans le domaine complexe du développement durable se sont multipliés pendant cette décennie.

Les possibilités que recèle la mondialisation et les gigantesques progrès scientifiques et technologiques qui l'accompagnent, les gains qu'elle assure, mais aussi les interrogations légitimes qu'elle suscite quant à ses risques, dérives ou éventuelles perversions, mettent en lumière un concept qui est au fondement même de la création du système des Nations unies, et partant de l'UNESCO : celui de l'universalité.

L'universalité, pour avoir un sens aujourd'hui, doit être conçue comme l'expression de la volonté des membres de la communauté internationale de **construire ensemble** un système qui, au-delà du politique et de l'économique, aurait comme fondement central l'éthique. Car c'est précisément la question de l'éthique, c'est-à-dire celle des valeurs, qui constitue le véritable défi de cette « mondialisation à visage humain » dont nous

* Chef Section des Politiques et de la Coopération internationale, Secteur des Sciences sociales et humaines de l'UNESCO.

sommes nombreux à souligner l'impérieuse exigence. C'est ensuite seulement un processus économique et financier.

C'est aussi un processus scientifique et technologique, dont les nouvelles technologies de l'information et de la communication, en tissant autour de la planète un filet aux mailles aussi serrées que flexibles, nous donnent une image saisissante.

Mais c'est aussi et surtout un processus culturel. Et c'est en cela qu'il est au centre des préoccupations de l'UNESCO. Car la mondialisation propage et impose une nouvelle économie, et partant une nouvelle forme d'organisation sociale, qui est celle de la connaissance. Comment faire en sorte que cette connaissance, qui circule partout et crée des richesses, profite **à tous**, au lieu de générer des formes nouvelles, et paroxystiques, d'exclusion et de marginalisation ? Comment faire, en outre, pour que dans cet univers d'échanges d'informations, de savoirs, de signes et de symboles, chacun soit tout à la fois récepteur, émetteur **et** producteur ?

L'enjeu profond de la mondialisation est bien, somme toute, celui de l'universalité, cette universalité concrète qui est aujourd'hui, et aujourd'hui seulement, à notre portée, faite de la somme des apports de chacun, de même que la lumière naît de la synthèse des couleurs de l'arc-en-ciel. Cet objectif s'incarne, pour l'UNESCO, dans un certain nombre de priorités.

Le Secteur des Sciences sociales et humaines que je représente, apprécie tout particulièrement l'action menée par la Chaire UNESCO de l'Université Bordeaux 3 qui a pour objectif d'enrichir le cursus de formation en associant des représentants académiques et des professionnels, notamment des membres d'ONG qui apportent eux-mêmes des réponses multiples aux besoins de formation dans le secteur du développement. En suscitant des projets multi-partenariaux, elle facilite le travail en réseau et l'ouverture de nos formations vers les problèmes concrets, régionaux ou internationaux. Je saisis l'occasion pour saluer chaleureusement la responsable de cette Chaire UNESCO, la professeur Annie Najim, infatigable instigatrice du projet, ainsi que sa fidèle collaboratrice, la professeur Elisabeth Hofmann. Nous nous réjouissons aussi d'avoir avec nous Pierre-Jean Roca qui représente le point de vue des ONG et qui a déjà assisté au colloque fondateur de l'initiative qui a eu lieu à Rabat, en mai 2000.

L'humanité avance sur le chemin des conquêtes scientifiques et techniques, mais semble condamnée à toujours reconquérir l'art d'un bon gouvernement, aussi bien que l'intelligence d'un bien commun. Tous les acteurs de la solidarité internationale, tant les ONG d'urgence, de développement, les décideurs politiques et les instances internationales y sont appelés. Les humanitaires ne peuvent gérer seuls les désordres et les conflits planétaires, aussi peu que l'action des ONG ou des entreprises trans-

nationales puisse pallier l'effondrement des Etats et les défaillances des mécanismes de régulation internationale. Je me permets de citer ce que le grand philosophe français Edgar Morin a écrit dans « Libération », au sujet de l'ouverture du Sommet de la Terre à Johannesburg :

« A travers régression, dislocation, chaos, désastres, la Terre-patrie pourrait surgir d'un civisme planétaire, d'une émergence de société civile mondiale, d'une amplification des Nations unies, non se substituant aux patries, mais en les enveloppant. »

Les décisions administratives visant à réduire la pauvreté, à permettre le développement économique, à assurer la sécurité alimentaire et la santé des populations humaines tout en préservant les écosystèmes vitaux, doivent être basées sur la meilleure compréhension possible de tous les systèmes concernés.

Il est essentiel, dans les sociétés de la connaissance d'aujourd'hui, que tous les acteurs, et notamment les femmes contribuent à la recherche scientifique en lui imprimant leur vision du monde et de son développement. Au-delà de la coopération scientifique, la question de l'égalité d'accès de tous aux résultats des progrès scientifiques et aux soins qui en découlent reste ouverte. A la coopération scientifique doit donc impérativement s'allier la solidarité internationale, pour que les fruits de la science soient effectivement mis au service de l'humanité toute entière.

L'intérêt du séminaire organisé par le CRASC en partenariat avec la Chaire UNESCO établie à l'Université de Bordeaux 3 qui dispense une formation ciblée sur les besoins des professionnels du développement durable, c'est en fait de pouvoir, dans un pays du sud de la Méditerranée, l'Algérie, examiner non seulement les situations globales, mais de les traiter aussi dans un contexte de gouvernance locale. Le rassemblement d'universitaires avec des professionnels et des gens de terrain, en lien avec toutes les autorités concernées, permettra d'accéder à une co-expertise nécessaire et concertée.

L'UNESCO s'en réjouit d'autant plus que son secteur des Sciences sociales et humaines a encouragé, depuis le Sommet Planète Terre (Rio, juin 1992), la création de Chaires UNESCO et de réseaux UNITWIN fortement impliqués dans la conception et la pratique plurielle du développement durable, et que la Conférence mondiale sur l'Enseignement supérieur (Paris, octobre 1998) a insisté sur la pertinence de l'investissement social des universités.

C'est dans cet esprit que des universitaires et scientifiques sont devenus des partenaires privilégiés de l'UNESCO. La valeur ajoutée de l'action scientifique des Chaires UNESCO et de leurs différents membres de réseau est précisément de porter l'accent de façon prioritaire sur le terrain et de

mener le plaidoyer des acteurs locaux, autant pour tenir compte de leurs préoccupations quotidiennes que pour valoriser leurs savoirs et savoir-faire.

Dans une gouvernance où chaque acteur social est reconnu dans sa dignité et à sa juste place, il est décisif que d'autres savoirs soient reconnus au même titre que la production de la connaissance émanant des enceintes scientifiques.